[English below]

Appel solennel pour la liberté de circulation (2013) (FR)

Ce 18 décembre 2013, dans le cadre de la journée d'action globale pour les droits des migrant·e·s, le réseau euro-africain Migreurop lance un Appel solennel en faveur de la libre circulation des personnes. Recensant les entraves instaurées par les politiques migratoires à la mobilité humaine (politiques discriminatoires de visas, interceptions maritimes, murs, accords politiques pour la réadmission des étranger·e·s en situation irrégulière…), Migreurop rappelle leurs conséquences dramatiques sur le plan du respect des droits humains (détention prolongée, violation du droit d'asile, mortalité migratoire…). Au regard de ces constats, et au nom du principe d'égalité - car la liberté de circulation existe de fait pour une partie des citoyens du monde pouvant franchir aisément les frontières par le hasard du lieu de naissance, - Migreurop exige un changement radical dans les politiques migratoires afin de rendre possible la liberté d'aller, de venir et de s'installer pour toutes et tous, liberté qui constitue l'indispensable corollaire de la défense des droits des migrant·e·s.

Depuis sa création, le réseau Migreurop s'attache à mettre en lumière les effets néfastes de la politique de gestion des frontières de l'Union européenne[1]. La vision sécuritaire des politiques migratoires, qui se traduit par une militarisation accrue de l'Europe forteresse, la multiplication des interceptions maritimes, ou encore le verrouillage des possibilités de migration légale (que traduisent les obstacles mis à la délivrance des visas) est régulièrement dénoncée[2]. Migreurop pointe la démultiplication des contrôles, qui font appel à des méthodes sophistiquées et coûteuses, comme en témoignent la construction de nouveaux murs et la création puis le renforcement de l'agence Frontex - véritable bras armé de l'Union européenne.

De même, Migreurop dénonce le processus d'externalisation du contrôle des migrations qui contraint les pays non membres de l'UE à réadmettre toute personne chassée des pays européens qui serait passée par leur territoire et à renforcer le contrôle et la répression pour empêcher le départ et le transit des migrants. C'est ainsi que se multiplient les accords de réadmission, qui visent à faciliter les expulsions et constituent une des armes pour empêcher la mobilité des migrant·e·s en amont des frontières européennes[3]. L'UE n'hésite pas à instrumentaliser l'Aide Publique au Développement pour faire pression sur les Etats de transit et d'origine afin qu'ils acceptent de tels accords. Par ces dispositifs, l'Europe se détourne de

---

[1] Voir notamment : Les « Frontières assassines de l'Europe » (2009), « Aux frontières de l'Europe. Contrôles, Enfermements, expulsions » (2010).

[2] Par exemple avec la campagne Frontexit, ou les protestations du réseau contre les refus de visa opposés à ses membres non européens, ou encore lorsque Migreurop réclame, au nom du droit de demander l'asile ou du principe de non refoulement vers un pays où existent des risques de traitements inhumains et dégradants, l'accès au territoire des personnes interceptées en mer.

[3] « Aux bords de l'Europe : l'externalisation des contrôles migratoires » (2011), « Paroles d'expulsé·e·s » (2012)

son devoir de protection des personnes en quête d'asile et ignore les violations des droits humains qui en découlent.

En 2010, Migreurop a pris position pour la fermeture des camps d'étrangers, instruments privilégiés de gestion des populations migrantes[4]. Les migrant·e·s, détenue·e·s ou non, sont considéré·e·s comme des criminels et déclaré·e·s en situation illégale, au seul motif qu'ils/elles n'auraient pas respecté les règles imposées pour le franchissement des frontières et le droit au séjour. La transgression de ces règles – qui sont pourtant parfois contraires au droit international - sert à justifier des politiques de plus en plus fermes de restriction d'aller et venir, dont plus personne ne peut ignorer les conséquences effroyables : depuis 1990, plus de 20 000 personnes sont mortes ou disparues en tentant de rejoindre l'Europe.

A travers ces combats menés par Migreurop sont mis en évidence les méfaits des entraves à la liberté de circulation des personnes. Or cette liberté existe pour une partie des citoyens du monde, qui, par le hasard du lieu de naissance, disposent d'un passeport ou obtiennent sans difficultés les visas qui permettent de franchir aisément les frontières. Accepter que d'autres en soient privés c'est entériner l'existence d'un monde à deux vitesses, porteur de discriminations fondées sur un rapport de domination politico-économique des pays dits industrialisés sur les autres. C'est également ignorer l'existence de droits fondamentaux, tels que le droit à émigrer, reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ou le principe de non refoulement consacré par la convention de Genève de 1951.

Revendiquer, au nom du principe d'égalité, la liberté d'aller, de venir et de s'installer pour tou·te·s, constitue l'indispensable corollaire de la défense des droits des migrant·e·s. C'est pourquoi, dans la continuité de ses activités et de ses combats, Migreurop demande la mise en œuvre effective de la liberté de circulation, outil de changement social au profit d'un modèle de société plus juste et plus équitable.

[4] « Pour la fermeture des camps d'étrangers, en Europe et au-delà » communiqué 2010.

migreurop

Solemn call for freedom of movement (2013) (EN)

On 18 December 2013, as part of the Global Day of Action for Migrants' Rights, the Euro-African network Migreurop issued a solemn appeal in support of freedom of movement. By documenting the obstacles imposed on human mobility by migration policies (discriminatory visa policies, maritime interceptions, walls, political agreements on the readmission of foreign nationals in an irregular situation, etc.), Migreurop highlights their dramatic consequences in terms of respect for human rights (prolonged detention, violations of the right to asylum, migrant mortality, etc.). In light of these findings, and in the name of the principle of equality—since freedom of movement in fact exists for a portion of the world's citizens who can easily cross borders merely by chance of birthplace—Migreurop calls for a radical change in migration policies in order to make freedom of movement, residence, and settlement possible for all, a freedom that constitutes the indispensable corollary of the defense of migrants' rights.

Since its creation, the Migreurop network has highlighted the harmful effects of the European Union's border management policy[5]. It has regularly criticised the securitarian view of migration policies, which translates into a growing militarisation of Fortress Europe, the multiplication of interceptions at sea, or even the closure of possibilities to migrate legally (which translates into obstacles introduced for the issuing of visas)[6]. Migreurop points out the multiplication of controls, which call upon sophisticated and expensive methods, as is demonstrated by the building of new walls and first the creation and then the strengthening of the Frontex agency – the European Union's veritable armed wing.

Likewise, Migreurop criticises the process of externalisation of migration controls that force third countries to readmit anyone who is chased away from European countries who is believed to have passed through their territory and to strengthen control and repression to prevent the departure and transit of migrants. In this way, there is a proliferation of readmission agreements, which seek to enable expulsions and constitute one of the weapons to prevent the mobility of migrants upstream from the European borders[7]. The EU does not hesitate to use Public Development Aid instrumentally, to pressure migrants' transit and

---

[5] See, in particular: «Europe's murderous borders» (2009), «European borders. Controls,detention and deportations» (2010).

[6] For example, through the Frontexit campaign, or the network's complaints against the denial of visas to its non-European members, or also when Migreurop demands access to European territory for people who are intercepted at sea, in the name of the right to seek asylum or of the principle non-refoulement towards countries where there is a risk of inhumane and degrading treatment.

[7] «At the margins of Europe: externalisation of migration controls» (2011), «Stories of expulsion» (2012).

home countries in order for them to accept such agreements. Through these mechanisms, Europe turns away from its duty to protect people who seek asylum and it ignores the human rights violations that this entails.

In 2010, Migreurop took a stand for the closing of camps for foreigners, the instrument of choice for the management of migrant populations[8]. Migrants, detained or otherwise, are considered criminals and declared to be in an illegal situation only because they have supposedly not complied with the rules imposed for the crossing of borders and the right of residence. Contravening these rules - although they sometimes run contrary to international law - serves to justify increasingly strict policies to restrict people from coming and going, while nobody can ignore their frightening consequences : since 1990, over 20,000 people have died or disappeared while they tried to reach Europe.

Through these struggles that Migreurop has undertaken, we have highlighted the harmful effects of obstacles placed in the way of people's freedom of movement. Yet, this freedom exists for a part of the world's citizens who, by chance resulting from their place of birth, have a passport or obtain visas without difficulty that allow them to easily cross borders. Accepting that others should be denied this means approving the existence of a world with two tracks, entailing discriminations based on a relationship of political-economic domination by the so-called industrialised countries over the others. It also means ignoring the existence of fundamental rights, such as the right to migrate, which is recognised by the Universal Declaration of Human Rights, or the non-refoulement principle that is sanctioned by the 1951 Geneva Convention.

Claiming the right to come, to go and to settle for everyone, woman or man, in the name of the principle of equality constitutes an indispensable corollary to the defence of the rights of migrants. This is why, in continuity with its activities and struggles, Migreurop demands the effective implementation of freedom of movement, as a means for social change for the sake of a fairer and more equitable model of society.

[8] «Call for the closure of camps for migrants, in Europe and beyond», statement, 2010.

Appello solenne a favore della libertà di circolazione (2013) (IT)

Il 18 dicembre 2013, nell'ambito della Giornata globale di azione per i diritti dei/delle migranti, la rete euro-africana Migreurop lancia un Appello solenne a favore della libera circolazione delle persone. Nel censire gli ostacoli alla mobilità umana imposti dalle politiche migratorie (politiche dei visti discriminatorie, intercettazioni marittime, muri, accordi politici per la riammissione degli/delle stranieri/e in situazione irregolare, ecc.), Migreurop ne richiama le drammatiche conseguenze sul piano del rispetto dei diritti umani (detenzione prolungata, violazione del diritto d'asilo, mortalità migratoria, ecc.). Alla luce di queste constatazioni, e in nome del principio di uguaglianza — poiché la libertà di circolazione esiste di fatto per una parte dei cittadini del mondo che possono attraversare facilmente le frontiere per il solo caso del luogo di nascita — Migreurop esige un cambiamento radicale delle politiche migratorie al fine di rendere possibile la libertà di andare, venire e stabilirsi per tutte e tutti, libertà che costituisce l'indispensabile corollario della difesa dei diritti dei/delle migranti.

Sin dalla sua creazione, la rete Migreurop cerca di attirare l'attenzione sugli effetti nefasti della politica di gestione delle frontiere dell'Unione Europea[9] (UE). La visione securitaria delle politiche migratorie, che si traduce in un'accresciuta militarizzazione della fortezza Europa, nella moltiplicazione delle intercettazioni marittime, o ancora nella chiusura dei canali di ingresso legale (si vedano gli ostacoli alla concessione di visti) è regolarmente denunciata[10]. Migreurop mette in luce la moltiplicazione dei controlli, che fanno ricorso a metodi sofisticati e costosi, come testimoniano la costruzione di nuovi muri e la creazione ed il rafforzamento dell'agenzia Frontex – vero braccio armato dell'Unione Europea.

Migreurop denuncia ugualmente il processo di esternalizzazione del controllo migratorio che obbliga i Paesi non membri dell'UE a riammettere chiunque sia stato cacciato da Paesi europei e che sia transitato sul loro territorio e a rinforzare il controllo e la repressione per impedire la partenza ed il transito dei/delle migranti. In questo modo, si moltiplicano gli accordi di riammissione, che puntano a facilitare le espulsioni e costituiscono una delle armi per impedire la mobilità dei/delle migranti a monte delle frontiere europee[11]. L'UE non esita a strumentalizzare l'Aiuto Pubblico allo Sviluppo per fare pressione sugli Stati di transito e di

---

[9] Si veda in particolare : Les « Frontières assassines de l'Europe » (2009), « Aux frontières de l'Europe. Contrôles, Enfermements, expulsions » (2010).

[10] Per esempio con la campagna Frontexit, o le proteste della rete contro il rifiuto di visti ai suoi membri non europei, o ancora quando Migreurop reclama, nel nome del diritto di chiedere asilo o del principio di non respingimento verso un paese dove esistono rischi di trattamenti disumani e degradanti, l'accesso al territorio delle persone intercettate in mare.

[11] « Aux bords de l'Europe : l'externalisation des contrôles migratoires » (2011), « Paroles d'expulsé.e.s » (2012)

origine, affinché accettino tali accordi. Attraverso questi dispositivi, l'Europa volta faccia al suo dovere di proteggere le persone che chiedono asilo ed ignora le violazioni dei diritti umani che ne conseguono.

Nel 2010 Migreurop ha preso posizione per la chiusura dei campi per stranieri/e, strumento privilegiato di gestione delle popolazioni migranti[12]. I/le migranti, detenuti/e o meno, sono considerati/e come dei/delle criminali e definiti/e illegali, per il solo motivo di non aver rispettato le regole imposte per il valico delle frontiere e il diritto di soggiorno. La trasgressione di queste regole – che sono talvolta contrarie al diritto internazionale – serve a giustificare politiche sempre più rigide di restrizione alla partenza e al ritorno, di cui ormai più nessuno può ignorare le conseguenze terribili : dal 1990, più di 20.000 persone sono morte o scomparse cercando di raggiungere l'Europa.

Attraverso le battaglie portate avanti da Migreurop, si mette in evidenza la scelleratezza delle limitazioni alla circolazione delle persone. Libertà che esiste per una parte dei/delle cittadini/e del mondo, che per la casualità del luogo di nascita, dispongono di un passaporto o ottengono senza difficoltà i visti che gli permettono di attraversare agevolmente le frontiere. Accettare che altri ne siano privati significa ratificare l'esistenza di un mondo a due velocità, carico di discriminazioni fondate su un rapporto di dominazione politico-economica dei Paesi detti industrializzati sugli altri. Significa anche ignorare l'esistenza dei diritti fondamentali, quali il diritto ad emigrare, riconosciuto dalla Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Uomo, o il principio di non respingimento consacrato dalla Convenzione di Ginevra del 1951.

Rivendicare, nel nome del principio di uguaglianza, la libertà di andare e venire, e quella di installazione per tutti e per tutte, costituisce il corollario indispensabile della difesa dei diritti dei/delle migranti. Per questo, in continuità con le sue attività e le sue battaglie, Migreurop chiede l'applicazione effettiva della libertà di circolazione, strumento di cambiamento sociale a profitto di un modello di società più giusto e più equo.

[12] « Pour la fermeture des camps d'étrangers, en Europe et au-delà » communiqué 2010.

Llamamiento solemne por la libertad de circulación (2013) (ES)

El 18 de diciembre de 2013, en el marco de la Jornada Global de Acción por los Derechos de las Personas Migrantes, la red euroafricana Migreurop lanza un Llamamiento solemne en favor de la libre circulación de las personas. Al documentar los obstáculos impuestos a la movilidad humana por las políticas migratorias (políticas de visados discriminatorias, interceptaciones marítimas, muros, acuerdos políticos para la readmisión de personas extranjeras en situación irregular, etc.), Migreurop recuerda sus consecuencias dramáticas en términos de respeto de los derechos humanos (detención prolongada, violaciones del derecho de asilo, mortalidad migratoria, etc.). A la luz de estas constataciones, y en nombre del principio de igualdad —puesto que la libertad de circulación existe de hecho para una parte de la ciudadanía mundial que puede cruzar fácilmente las fronteras por el simple azar del lugar de nacimiento— Migreurop exige un cambio radical en las políticas migratorias para hacer posible la libertad de ir, venir y establecerse para todas y todos, libertad que constituye el indispensable corolario de la defensa de los derechos de las personas migrantes.

Desde su creación, la red Migreurop evidencia los efectos nefastos de la política de gestión de fronteras de la Unión Europea[13]. La visión securitaria de las políticas migratorias, que se traduce por una creciente militarización de la Europa fortaleza, la multiplicación de las intercepciones marítimas, e incluso el bloqueo de las posibilidades de migración legal (que se traduce en obstáculos a la concesión de visados) es denunciado regularmente[14]. Migreurop señala la multiplicación de controles, que recurren a métodos sofisticados y caros, como dan fe la construcción de nuevos muros y la creación y reforzamiento de la agencia Frontex –auténtico brazo armado de la Unión Europea.

A su vez, Migreurop denuncia el proceso de externalización del control migratorio que obliga a los países no miembros de la UE a readmitir a toda persona expulsada de los países europeos que haya transitado por su territorio y a reforzar el control y la represión para impedir la salida y el tránsito de migrantes. Es así como se multiplican los acuerdos de readmisión, que buscan facilitar las expulsiones y constituyen una de las armas para impedir la movilidad de migrantes más allá de las fronteras europeas[15]. La UE no duda en instrumentalizar la Ayuda Pública al Desarrollo para presionar a los Estados de tránsito y de origen para que acepten tales

[13] Ver sobre todo: «Fronteras asesinas de Europa» (2009), «En las fronteras de Europa. Controles, confinamientos, expulsiones» (2010).

[14] Por ejemplo con la campaña Frontexit, o las protestas de la red contra el rechazo de visado a sus miembros no europeos, e incluso cuando Migreurop reclama, en nombre del derecho a solicitar asilo o del principio de non refoulement hacia un país en el que hay riesgo de tratos inhumanos y degradantes, el acceso al territorio de las personas interceptadas en el mar.

[15] «En los confines de Europa: la externalización de los controles migratorios» (2011), «Paroles d'expulsé.e.s» (2012)

acuerdos. Por estos dispositivos, Europa se desentiende de su obligación de proteger a las personas que buscan asilo e ignora las violaciones de derechos humanos que ocasiona.

En 2010, Migreurop se posicionó por el cierre de los centros de detención de extranjeros, instrumentos privilegiados de gestión de las poblaciones migrantes[16]. Las personas migrantes, detenidas o no, son consideradas como criminales y declaradas en situación ilegal, por el único motivo de que no habrían respetado las reglas impuestas para el paso de las fronteras y el permiso de residencia. La transgresión de estas reglas –pese a ser contrarias en ocasiones al derecho internacional- sirve para justificar políticas cada vez más firmes de restricción de circulación, cuyas espantosas consecuencias nadie puede ignorar: desde 1990, más de 20.000 personas han muerto o desaparecido intentando alcanzar Europa.

Por medio de estos combates realizados por Migreurop se han puesto en evidencia los perjuicios de las trabas a la libertad de circulación de personas. Sin embargo, esta libertad existe para una parte de ciudadanos del mundo que, por el azar del lugar de nacimiento, tienen un pasaporte u obtienen sin dificultad los visados que permiten franquear fácilmente las fronteras. Aceptar que otros sean privados de ello supone admitir la existencia de un mundo a dos velocidades, portador de discriminaciones basadas en una relación de dominación político-económica de los países llamados industrializados sobre los demás. Supone igualmente ignorar la existencia de derechos fundamentales, como el derecho a emigrar, reconocido por la Declaración Universal de Derechos Humanos, o el principio de non refoulement consagrado por la convención de Ginebra de 1951.

Reivindicar, en nombre del principio de igualdad, la libertad de desplazarse e instalarse para todas las personas, constituye un corolario indispensable de la defensa de derechos de las personas migrantes. Es por ello, como prolongación de sus actividades y de sus combates, que Migreurop demanda la puesta en práctica efectiva de la libertad de circulación, herramienta de cambio social al servicio de un modelo de sociedad más justa y equitativa.

[16] «Pour la fermeture des camps d'étrangers, en Europe et au-delà» comunicado 2010.